

Statut, vous avez dit statut ?

Tous les responsables du pouvoir et des PTT sont d'accord : il faut démanteler les PTT et changer le statut du personnel, c'est-à-dire écarter les travailleurs des PTT (des Télécoms au moins dans un premier temps) du statut de la Fonction Publique .

Il faut donc s'interroger sur l'analyse que l'on peut faire de ce statut et sur les revendications que l'on peut avancer sur ce sujet .

Naissance du statut Statut

C'est Maurice THOREZ qui , en 1946 , élabore le statut de la fonction publique .

Celui-ci est globalement favorable aux travailleurs (garantie de l'emploi, salaires 20% supérieurs à ceux du privé , garantie de carrière , système de sécurité sociale plus avantageux, etc) .

Pourquoi ce qui peut sembler un cadeau fait aux travailleurs de la part des capitalistes ?

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale , la France , c'est-à-dire son économie et son appareil d'état est en plein désastre et réduit quasiment à zéro .

L'état bourgeois a donc besoin de se reconstituer rapidement.

Et ceci dans le cadre d'un rapoort de force entre les classes largement favorable aux travailleurs .

Le PCF va l'aider à cette tâche en remettant la classe ouvrière au travail.

C'est dans ces conditions que le statut de la fonction publique est créé de manière à attirer les travailleurs dans ce secteur pour le reconstruire le plus rapidement possible .

Ces avantages étant donnés avec en contrepartie des contraintes (existence de la notation , de l'obligation de réserve, etc) qui devaient faire du fonctionnaire un travailleur docile .

Le PCF a créé beaucoup d'illusions sur le statut , exemple "d'acquit démocratique" . Cela est lié à sa conception de "démocratisation de l'état" , d'un état qui serait au-dessus des classes et seulement momentanément investi par

les monopoles .

Reconstruire un appareil d'état tout neuf à partir d'acquets démocratiques comme le statut du fonctionnaire , n'était-ce pas là jeter des bases solides et durables pour une "démocratisation des institutions" ?

Hélas , l'histoire a montré qu'il n'en était rien ; non seulement cela n'a pas gêné les capitalistes , mais ils s'en sont servi à leur profit sans problème .

Des institutions au sein du système capitaliste ne peuvent échapper à sa logique (de même que des entreprises nationalisées comme le fut Renault).

Il n'y eu jamais de statut de la fonction publique pur et tout profitable aux travailleurs ; dès le départ , il portait en lui les germes de sa décomposition .

Le statut a tout de suite été dévoyé, grignoté , diversifié selon les administrations (en particulier sous l'impulsion de DE Gaulle en 58) .

On a bien vu cela :

- avec le développement massif de l'auxiliarat dans tous les secteurs de la Fonction Publique . Le corollaire du travailleur de la fonction publique est l'auxiliaire sous-payé , licenciable taillable et corvéable à merci .

- avec les restrictions au droit de grève : le fonctionnaire ayant des droits supérieurs a aussi des devoirs particuliers .

On voit donc que dès le départ , le germe était dans l'oeuf . Même si le PCF croit à la "démocratisation de l'intérieur" de l'appareil d'état , la bourgeoisie , elle , n'a toujours vu , au bout du compte , dans les travailleurs de la fonction publique que des travailleurs exploitables comme les autres . La meilleure preuve en est que les salaires de la fonction publique sont aujourd'hui parmi les plus bas .

Ce n'est donc pas au nom d'un idyllique statut de la fonction publique qui n'a de fait jamais existé dans la réalité que nous défendons certains de ses acquets . Mais parce qu'il comporte certains éléments favorables , qui devraient d'ailleurs être acquets pour l'ensemble des travailleurs et non pas seulement pour une fraction d'entre eux .